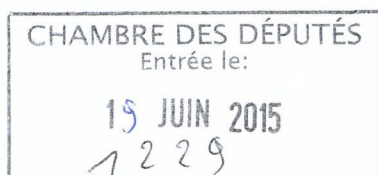


Luxembourg, le 19 juin 2015



Monsieur Mars DI BARTOLOMEO
Président de la Chambre
des Députés

LUXEMBOURG

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

« Suite à la récente annonce de la « Stëftung Hëllef Doheem » de vouloir licencier quelque 90 de ses salariés, le Ministère de la Sécurité sociale ainsi que le Ministère de la Famille et de l'Intégration ont déclaré leur volonté d'agir comme médiateur entre les deux parties concernées.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur d'éventuels engagements de la part du Gouvernement vis-à-vis des responsables de la « Stëftung Hëllef Doheem »?

Si tel est le cas, Monsieur le Ministre saurait-il m'informer sur l'envergure financière de ces engagements?

Si des engagements ont été pris vis-à-vis de la « Stëftung Hëllef Doheem », est-ce que ceux-ci seront également applicables aux autres prestataires du secteur et quel en sera l'impact budgétaire? »

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.

A handwritten signature in black ink, which appears to read "Elvinger".

Joëlle ELVINGER
Député



Référence :804xca5ed

Réponse du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 1229 de Madame la députée Joëlle Elvinger

Pour cadrer les problèmes que la présente question parlementaire évoque, je me permets de rappeler à Madame la députée la réponse que j'ai fournie en date du 26 juin 2015 à la question parlementaire de Monsieur le député Marc Spautz qui traitait du même sujet.

Entretemps ont eu lieu plusieurs réunions entre représentants gouvernementaux, l'association sans but lucratif Stëftung Hëllef Doheem et les organisations syndicales.

La Stëftung Hëllef Doheem s'est engagée à la suite de ces négociations à geler le plan social.

En contrepartie, les ministres de la Famille et de l'Intégration, de la Sécurité sociale et du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire ont consenti à mettre en œuvre tous les instruments légaux à leur disposition dans un tel cas tels que les différents modèles de préretraite, l'aide au réemploi, la mise à la retraite et ceci pour éviter des licenciements.

Par ailleurs, certaines pistes sont mises à l'étude afin de permettre de contrefinancer en partie certaines dépenses du prestataire résultant de l'exécution d'un service universel.

Ces travaux d'étude n'ont pas encore abouti et les négociations sont partant encore en cours, de sorte qu'il est impossible de donner à l'heure actuelle des informations plus précises concernant les tenants et aboutissants de celles-ci.

Les instruments légaux mis en route par le Gouvernement par rapport à la Stëftung Hëllef Doheem s'appliquent à tous les employeurs et salariés.

En ce qui concerne plus précisément les frais découlant de l'exécution du service universel, si des mesures financières spécifiques devaient être prises dans ce domaine, elles seraient certes appliquées de la même façon à d'autres prestataires qui le prennent en charge au même titre.